

Loin des yeux, loin du cœur

L'invité

Christophe Reymond

Directeur du
Centre patronal



Il a coulé des flots d'encre à propos des restructurations décidées cet automne par Tamedia, éditeur de ce journal, et que l'on peut grossièrement résumer ainsi: concentration de rédactions, fermetures de centres d'impression, licenciements. Les dirigeants de l'entreprise en ont été blâmés. On a noté les reproches traditionnels lorsque surviennent des décisions douloureuses. D'autres critiques ont pris un tour qu'on qualifiera d'identitaire, fondé sur l'absence de considération qu'une société zurichoise manifesterait à l'égard de la Suisse romande.

Ces questions sont complexes. D'abord parce qu'il est de la responsabilité du conseil et de la direction d'une entreprise d'en assumer le destin et que l'on doit présumer qu'ils y veillent bel et bien, a fortiori dans un secteur économique en grandes difficultés. Si la stratégie - puisqu'il semble désormais y en avoir une - entraîne des coupes et des restrictions, il s'agit de la suivre dès lors que l'avenir est en jeu. S'agissant des reproches de nature identitaire adressés à Tamedia, on remarquera que les Romands ne sont pas seuls touchés. Les concentrations de rédactions se produiront aussi en Suisse alémanique et une imprimerie sera fermée à Zurich comme le sera celle de Bussigny. Disons quand

même que ce n'est pas tout à fait la même chose de regrouper les rédactions des journaux régionaux zurichois ou de l'Oberland bernois que celles de Lausanne et Genève.

On a pu constater maintes fois que l'éloignement des centres de décision affaiblit la position des entités de production. Rappelons-nous les aventures de Zyma à Nyon, du groupe lausannois Golay-Buchel, des Ateliers de constructions mécaniques de Vevey ou des Câbleries et tréfileries de Cossonay, exemples anciens mais emblématiques. Tous ces destins n'ont pas été scellés uniquement parce que les décideurs étaient bâlois, genevois, canadiens ou français, souvent mondialisés qui plus est. Mais plusieurs indices donnent à penser que leur histoire se serait écrite différemment si leurs propriétaires étaient restés vaudois.

Voici donc un plaidoyer pour que les sociétés qui sont de et dans notre canton le restent. Il faut pour cela des efforts non négligeables: croire en l'avenir de son affaire; investir pour rester à niveau; surmonter les écueils de la transmission d'une génération à l'autre; résister à l'attrait du gain financier résultant d'une vente. En un mot, garder l'esprit d'entreprise.

C'est loin d'être facile dans notre canton, où beaucoup semble fait pour chasser les vrais entrepreneurs. Car il semble plus simple de publier un communiqué de presse larmoyant quand les affaires tournent mal que de s'attaquer aux vrais problèmes: une fiscalité confiscatoire, un coût du travail plus élevé que chez nos voisins ou des infrastructures pélochantes.